



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Automobile

Chute libre des ventes de Tesla en France
En pleine modernisation de sa gamme mais potentiellement freiné aussi par le comportement de son patron Elon Musk, le constructeur américain de voitures ... • (Page 08)

Protection de la flore et de la faune

Accord conclu in extremis sur le financement de la biodiversité
À l'issue d'une conférence internationale dans la capitale italienne, des gouvernements du monde entier se sont ... • (Page 09)



Investissements

Le Togo expose son potentiel au Forum Investopia 2025



Financement climat

BIDC et BEI s'accordent sur 100 millions d'euros

• (Pages 03)

Togo

Un livre blanc pour plus de compétitivité des TPME

Un outil stratégique pour guider le développement des entreprises. Les Très petites, petites et moyennes entreprises ... • (Page 02)

Université de Lomé

Inauguration d'un pôle d'innovation et de technologie

Un centre technologique pour la jeunesse togolaise. L'Université de Lomé franchit un cap majeur dans l'innovation et la technologie ... • (Pages 04)

FESPACO 2025

L'UEMOA récompense l'excellence cinématographique

La 29^e édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO) a une fois de plus mis en lumière le talent des ... • (Page 06)

Semaine de l'enseignement technique

Le public découvre les avantages de la formation professionnelle

La 4^e édition de la semaine de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) a mobilisé le personnel et les apprenants du Centre ... • (Page 11)

NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS

OPTEZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*



CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA. *Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START

Togo

Un livre blanc pour plus de compétitivité des TPME

Un outil stratégique pour guider le développement des entreprises. Les Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) du Togo disposent désormais d'un Livre blanc structurant leurs besoins et proposant des solutions concrètes pour leur développement. Ce document stratégique a été officiellement remis le jeudi 27 février 2025 à Kayi Mivedor-Sambiani, ministre en charge du Commerce, lors d'une cérémonie organisée à Lomé.

• Nicole Esso

Fruit d'une approche consensuelle impliquant les acteurs du secteur privé et public, ce Livre blanc met en lumière les défis majeurs auxquels sont confrontées les TPME togolaises, notamment : la gouvernance et la gestion d'entreprise, l'accès à l'information et aux financements, la fiscalité et l'environnement réglementaire, la modernisation du secteur agricole, la protection sociale des entrepreneurs et des salariés. Face à ces enjeux, le document formule des recommandations visant à renforcer la compétitivité des TPME, à faciliter leur formalisation et à améliorer leur contribution à la croissance économique du pays.

Engagement gouvernemental pour soutenir les TPME

Le président du Groupement togolais des petites et moyennes industries (GTPMI), Vignon Aboki, a salué la publication de ce



document, le qualifiant de "boussole" pour guider les actions du gouvernement, des partenaires techniques et financiers ainsi que des entrepreneurs eux-mêmes. La ministre du Commerce, en recevant le Livre blanc, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à intégrer ces recommandations dans l'élaboration des politiques publiques. Elle a rappelé que les TPME représentent plus de 90 % des entreprises au Togo et constituent un levier essentiel pour la création d'emplois et le développement économique.

Un appui de la coopération internationale

L'élaboration de ce Livre blanc a été soutenue par la GIZ, à travers le Programme d'amélioration de la compétitivité du secteur privé au Togo (ProComp). Cette initiative vise à favoriser la structuration et la croissance des TPME en mettant à leur disposition un cadre d'action clair et adapté aux réalités du pays. Avec cet outil stratégique, le Togo entend renforcer l'environnement entrepreneurial et permettre aux TPME de jouer pleinement leur rôle dans l'industrialisation et la transformation économique du pays.



Image du jour



AUX DECIDEURS ...

Une diplomatie économique proactive

Dans un monde où la concurrence pour attirer les investissements internationaux est de plus en plus rude, les nations africaines doivent redoubler d'efforts pour se démarquer et capter des capitaux indispensables à leur développement. Le Togo, en participant au Forum Investopia 2025 à Abu Dhabi, a une nouvelle fois démontré son ambition économique et sa volonté de bâtir des partenariats stratégiques durables.

La présence de Manuella M. Santos, ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, aux côtés d'acteurs économiques, témoigne d'une diplomatie économique togolaise de plus en plus offensive et structurée. À travers une approche pragmatique et ciblée, le gouvernement mise sur les réformes pro-business, l'attrait des Zones Économiques Spéciales, et l'investissement dans des secteurs clés comme les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle et l'agro-industrie.

Le Togo ne quémante pas, il propose, négocie et valorise ses atouts avec une vision stratégique claire. Dans un contexte où l'Afrique attire de plus en plus d'investisseurs, il ne s'agit plus seulement d'être présent, mais d'avoir une offre compétitive et séduisante, ce que le pays semble avoir bien compris.

L'exemple de la Centrale solaire de Blitta, cité par la ministre Santos, illustre parfaitement la capacité du Togo à mobiliser des investissements tout en s'inscrivant dans une logique de développement durable. Ce projet, réalisé en collaboration avec les Émirats Arabes Unis, est une réussite notable qui prouve que les partenariats public-privé (PPP) peuvent être de véritables leviers de transformation pour le pays.

Cependant, si le Togo veut pérenniser et multiplier ces succès, il doit continuer à renforcer son cadre réglementaire, améliorer la sécurité juridique des investissements et garantir un environnement d'affaires stable et transparent. Les investisseurs recherchent des garanties, de la visibilité et de la rentabilité. C'est dans cette perspective que le pays devra accélérer ses réformes et maintenir un dialogue permanent avec le secteur privé.

L'objectif du Togo est ambitieux mais réaliste : devenir un centre économique majeur en Afrique de l'Ouest. Sa position géographique stratégique, son port en eau profonde, ses infrastructures en pleine modernisation et sa politique d'ouverture aux investisseurs en font une terre d'opportunités.

Mais pour concrétiser cette ambition, il faut aller plus loin. Il s'agit désormais de transformer les promesses en projets concrets, d'attirer des investissements massifs et de diversifier les partenariats. La compétition est rude avec des pays comme le Ghana, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire qui avancent eux aussi à grands pas.

La participation du Togo à Investopia 2025 est un signal fort. Elle prouve que le pays se donne les moyens de ses ambitions et qu'il sait se positionner sur la scène économique internationale. Mais l'essentiel reste à faire : il faut désormais consolider ces acquis, transformer les discussions en investissements tangibles et garantir que cette dynamique profite réellement au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie des Togolais.

Le Togo avance. À lui de prouver qu'il peut accélérer et maintenir le cap.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Investissements

Le Togo expose son potentiel au Forum Investopia 2025

Dans un contexte de concurrence accrue pour les investissements internationaux, le Togo a réaffirmé son engagement en faveur d'une coopération économique réciproque lors du Forum Investopia 2025, organisé par le Ministère de l'Économie des Émirats Arabes Unis du 26 au 27 février à Abu Dhabi.

• Joël Yanclo

Manuella M. Santos, Ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI), a représenté le Togo à cet événement de premier plan. Elle a mis en avant les réformes engagées par le gouvernement togolais pour favoriser un climat d'affaires attractif et a exploré de nouvelles opportunités de partenariat avec des groupes internationaux et le Ministre de l'Économie des Émirats, M. Abdullah bin Touq Al Marri.

Des secteurs stratégiques au cœur des discussions

Au cours du forum, la ministre Manuella Santos a promu les secteurs à fort potentiel de développement au Togo, en mettant particulièrement l'accent sur les Zones Économiques Spéciales, les



énergies renouvelables, l'intelligence artificielle, les infrastructures, l'agro-industrie. Dans un message publié sur Twitter, elle a souligné l'importance de cette participation : « J'ai pris part les 26 et 27 février à Abu Dhabi, au Forum Investopia 2025, un espace incontournable pour promouvoir les opportunités d'investissement et renforcer la coopération avec nos partenaires internationaux. Industrie, Énergie, Intelligence Artificielle et Infrastruc-

tures sont des secteurs à plein potentiel au Togo, qui ont été présentés comme axes de partenariat avec le secteur privé des Émirats Arabes Unis. »

Le Togo, un modèle de partenariat public-privé

Lors du panel ministériel sur les relations d'investissement entre les Émirats Arabes Unis et les pays africains, la ministre Santos a mis en avant la vision stratégique du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, axée sur la modernisation des infrastructures. Elle a notamment cité la Centrale solaire de Blitta, d'une capacité de 70

MW, comme un exemple de réussite d'un partenariat public-privé entre le Togo et les Émirats Arabes Unis. Ce projet illustre l'engagement du pays en faveur des énergies renouvelables et du développement durable.

Une ambition claire pour une croissance durable

La présence du Togo à Investopia 2025 confirme son ambition de renforcer son attractivité économique et de développer des relations économiques durables. En capitalisant sur ses atouts stratégiques, notamment sa position géographique, ses réformes pro-business et son dynamisme économique, le pays cherche à attirer davantage d'investissements directs étrangers et à favoriser une croissance durable et inclusive. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie globale visant à positionner le Togo comme un hub économique majeur en Afrique de l'Ouest.

tissements directs étrangers et à favoriser une croissance durable et inclusive. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie globale visant à positionner le Togo comme un hub économique majeur en Afrique de l'Ouest.

tants d'un large éventail d'institutions et d'organisations financières et économiques internationales. Cette édition accueille plusieurs forums d'affaires internationaux. La quatrième édition d'Investopia a rassemblé de plus de 51 sessions de dialogue, ainsi qu'une série inédite de forums d'affaires internationaux et de tables rondes, réunissant investisseurs et entrepreneurs aux niveaux locaux, régional et mondial. En outre, plusieurs sessions spécialisées ont abordé l'avenir de l'entrepreneuriat et les moyens de renforcer la croissance et la prospérité des start-ups.

Investopia 2025 en bref

Le forum Investopia 2025 rassemble plus de 100 intervenants, comprenant des dirigeants gouvernementaux, ministres, investisseurs, entrepreneurs, décideurs, experts économiques, grandes fortunes et fonds de capital-risque, issus d'environ 20 pays, en présence de plus de 2 000 participants ainsi que de représen-



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

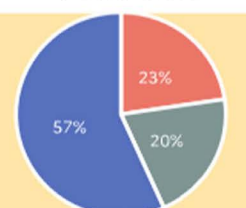
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Financement climat

BIDC et BEI s'accordent sur 100 millions d'euros

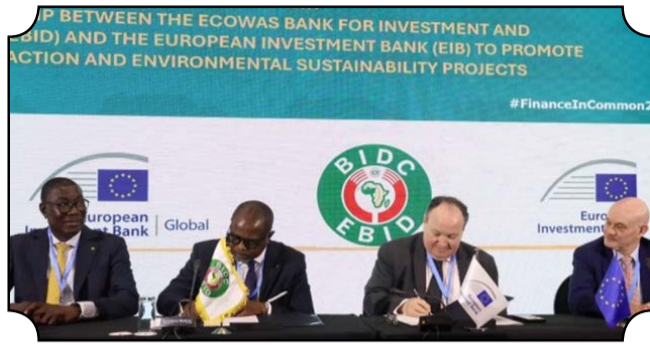
La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque européenne d'investissement (BEI), avec le soutien de l'Union européenne (UE), annoncent le 28 février 2025, un partenariat financier de 100 millions d'euros pour soutenir des projets d'action climatique et de durabilité environnementale dans l'espace CEDEAO.

● **Wilson Lawson**

La ligne de crédit de 100 millions d'euros signée dans le cadre d'une enveloppe de 150 millions d'euros est la première opération de la BEI avec la BIDC. Elle soutient le développement économique, l'action climatique et la durabilité environnementale dans l'espace CEDEAO, ce qui comble le déficit de financement dans ces domaines et contribue à des moyens de subsistance durables et à la réduction de la pauvreté. Cette facilité affirme le soutien ciblé conjoint de la BIDC et de la BEI aux investissements durables dans l'ensemble de l'espace CEDEAO, avec un soutien particulier aux secteurs contribuant à l'atténuation du changement climatique. Les projets qui seront financés par cette opération ciblent particulièrement les énergies renouvelables, notamment les projets photovoltaïques de petite et moyenne taille, l'agriculture durable et le traitement des eaux.

Un projet avec une vision stratégique

Ce projet, qui vise un investissement total d'au moins 300 millions d'euros, s'inscrit dans les priorités stratégiques de la région CEDEAO et s'inscrit dans la stratégie de l'Union européenne en Afrique dans le cadre de l'Initiative Afrique-Union européenne pour l'énergie verte ainsi que de la stratégie Global Gateway, un modèle de la manière dont



l'Europe peut construire des connexions plus résilientes avec le monde. Il répond également aux ambitions de la Vision 2050 de la CEDEAO liées à l'environnement, à la croissance économique, au développement du secteur privé et à l'intégration régionale ainsi qu'à la Stratégie régionale climat de la CEDEAO et au Plan d'action 2022-2030. Il contribue à divers Objectifs de développement durable (ODD), tels que l'agriculture durable, la santé et l'éducation de qualité, l'eau potable et l'assainissement, l'énergie abordable et propre. "Nous apprécions cette ligne de crédit comme une initiative de la Banque européenne d'investissement pour aider les pays de la CEDEAO à accroître leur croissance et leur développement durable", a déclaré le vice-président Risques et Contrôle de la BIDC, le Dr Mory Soumahoro. "Ce partenariat démontre l'engagement de la BIDC à soutenir l'accès des pays membres régionaux à des sources de financement durables". « Je suis très heureux de signer cette première opération avec la BIDC pour soutenir le développement économique, l'action climatique et la durabilité environnementale dans la région de la CEDEAO. Elle permettra

de combler le déficit financier dans cette région tout en contribuant à réduire la pauvreté et à améliorer la vie quotidienne », a déclaré Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI. Il a ajouté : « En contribuant financièrement à ce projet, la BEI démontre son engagement en faveur de l'intégration régionale et du développement d'infrastructures au profit des populations locales. Par l'intermédiaire de la BEI Global, notre succursale dédiée au développement, nous souhaitons soutenir l'initiative Global Gateway de l'UE et des secteurs clés de la région tels que l'innovation, l'économie numérique, les énergies renouvelables, l'eau, l'agriculture et les transports. » « Plus d'un demi-milliard de personnes en Afrique n'ont toujours pas accès à l'électricité. Notre objectif de longue date est de changer cela. Le partenariat entre la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque européenne d'investissement (BEI) est une démonstration claire de notre engagement à soutenir le développement durable et l'action climatique en Afrique. En mobilisant 300 millions d'euros pour des projets qui favorisent l'énergie propre, nous donnons aux populations de la région de la CEDEAO les moyens de construire un avenir plus vert et plus prospère. » – Jozef Sikela, Commissaire européen aux partenariats internationaux.



Université de Lomé

Inauguration d'un pôle d'innovation et de technologie

Un centre technologique pour la jeunesse togolaise. L'Université de Lomé franchit un cap majeur dans l'innovation et la technologie avec l'inauguration, le vendredi 28 février 2025, d'UniPod-Togo, un pôle d'innovation financé à hauteur de plus de 1 milliard FCFA par l'initiative Timbuktoo du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

● **Wilson Lawson**

L'infrastructure, qui devient le 14^e espace du genre en Afrique, a été inaugurée par Kanka-Malik Natchaba, ministre togolais de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et Binta Sanneh, représentante résidente du PNUD au Togo. UniPod-Togo est conçu pour être un catalyseur de créativité et d'entrepreneuriat en offrant aux jeunes talents un cadre propice à la concrétisation de leurs projets. Cet espace met à leur disposition un accompagnement personnalisé, des formations, du mentorat, ainsi que des financements et opportunités de réseautage. Implanté au cœur de l'Université de Lomé, le centre s'étend sur 1 200 mètres carrés et comprend huit laboratoires dédiés aux nouvelles technologies, trois espaces spécifiques pour l'accompagnement des startups, un amphithéâtre, un bureau de transfert de technologie pour favoriser l'innovation appliquée. Le projet s'inscrit dans une vision plus large visant à adapter les solutions technologiques aux réalités locales tout en répondant aux défis économiques du pays.

Un soutien affirmé des acteurs nationaux et internationaux

Lors de la cérémonie d'inauguration, Binta Sanneh, représentante du PNUD au Togo, a souligné l'importance de l'innovation dans un monde en perpétuelle évolution. « Dans un monde en constante mutation, l'innovation demeure la clé pour relever les défis mondiaux et nationaux. Le Togo, avec sa jeunesse dynamique et entreprenante, doit saisir cette opportunité pour se positionner comme un acteur majeur de l'innovation en Afrique », a-t-elle déclaré. De son côté, le ministre Kanka-Malik Natchaba a rappelé que UniPod-Togo s'inscrit pleinement dans la politique nationale d'enseignement supérieur visant à faire



de l'université un moteur d'innovation et de transformation économique. La visite du site a également été marquée par la présence de Prof. Yemi Osinbajo, garant de la Fondation Timbuktoo Africa pour l'innovation en Afrique et ancien Vice-Président du Nigeria. Celui-ci a pu constater l'achèvement des travaux et l'installation des équipements. Il a salué la diversité des espaces et les efforts mis en œuvre pour assurer la durabilité et l'opérationnalisation du centre.

Un levier pour l'innovation en Afrique

D'un coût total de 1,6 million de dollars, UniPod-Togo fait partie de l'initiative Timbuktoo Africa, un vaste programme du PNUD regroupant une vingtaine d'espaces d'innovation et de hubs technologiques à travers l'Afrique. Ce projet ambitionne de stimuler l'entrepreneuriat technologique et de faciliter la création de startups innovantes

capables de répondre aux besoins socio-économiques du continent. Le Togo, avec cette infrastructure, se positionne ainsi comme un acteur clé de l'écosystème africain de l'innovation.

Un modèle à suivre pour l'avenir

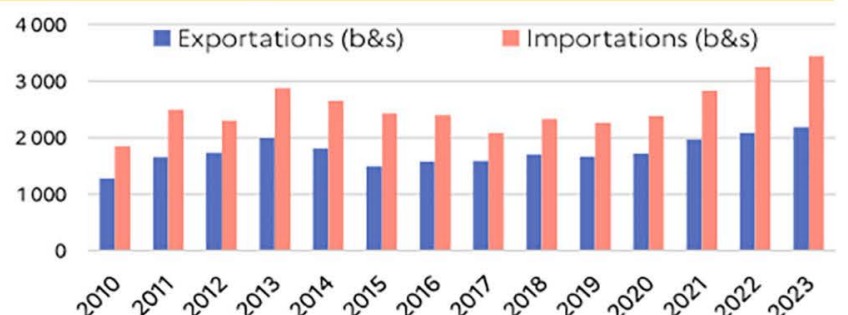
Avec l'ouverture d'UniPod-Togo, le pays démontre son engagement à favoriser l'émergence d'une économie basée sur le savoir, la technologie et l'innovation. L'implication du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, ainsi que du gouvernement togolais, sera déterminante pour assurer le succès de cette initiative et son impact sur l'emploi et la croissance économique. Dans un contexte africain marqué par une transition numérique rapide et un besoin croissant de solutions adaptées, le Togo se dote ainsi d'un outil stratégique pour relever les défis de demain et asseoir son leadership technologique régional.



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» Couverture médiatique



» Insertion publicitaire



» Publi-reportage ...

Accédez à notre *Site Web* et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

FESPACO 2025

L'UEMOA récompense l'excellence cinématographique

La 29^{ème} édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO) a une fois de plus mis en lumière le talent des cinéastes africains. Lors de la cérémonie de remise des prix spéciaux de l'UEMOA, qui s'est tenue le 28 février 2025 à Ouagadougou, les films « Katanga, la danse des scorpions » du Burkina Faso et « Fatow / les fous » du Mali ont été sacrés meilleurs longs métrages fiction et documentaire.

● Nicole Esso

Les distinctions, d'un montant total de 20 000 000 FCFA, visent à encourager la créativité et à valoriser l'industrie cinématographique au sein de l'espace communautaire. La cérémonie a été présidée par Abdoulaye DIOP, Président de la Commission de l'UEMOA, en présence de hautes personnalités telles que Wendingoudi Louis Modeste OUEDRAOGO, Président du Conseil Supérieur de la Communication du Burkina Faso, et Bacary SARR, Secrétaire d'État à la Culture du Sénégal. Les quatre prix spéciaux UEMOA ont été attribués comme suit : Meilleur long métrage fiction (6 000 000 FCFA) : « Katanga, la danse des scorpions » – Dani KOUYATE (Burkina Faso) ; Meilleur long métrage documentaire (6 000 000 FCFA) : « Fatow / les fous » – Foussey MAIGA (Mali) ; Meilleur court métrage fiction (4 000 000 FCFA) : « FOULSARE » – Ismaël COMPAORE (Burkina Faso) ; Meilleur court métrage documentaire (4 000 000 FCFA) : « 2002, bataille contre l'oubli » – Abdoul Aziz BASSE (Sénégal). En rendant hommage au réalisateur malien Souleymane CISSE, décédé le 19 février 2025, Abdoulaye DIOP a souligné l'apport inestimable de ce pionnier du 7^e art à l'épanouissement du cinéma



africain.

Le cinéma comme moteur de cohésion et de développement

Le cinéma africain, au-delà de sa dimension artistique, joue un rôle fondamental dans la construction identitaire et la cohésion sociale. Comme l'a souligné le Président de la Commission de l'UEMOA, le cinéma et l'audiovisuel sont des instruments puissants d'intégration et de solidarité, véhiculant des valeurs essentielles pour les peuples ouest-africains. Cependant, l'industrie cinématographique de la région reste confrontée à des défis majeurs tels qu'un financement limité, freinant la production et la diffusion des œuvres ; un accès restreint aux infrastructures de projection et aux circuits de distribution ; un besoin accru de formation et d'accompagnement des jeunes talents. Face à ces enjeux, l'initiative « Fonds Crédit Culture-UEMOA », lancée en 2021, vise à créer un dispositif de

soutien aux industries culturelles et créatives. Cette approche s'inscrit dans une dynamique plus large visant à renforcer l'entrepreneuriat culturel et professionnaliser davantage le secteur du cinéma en Afrique de l'Ouest.

Le FESPACO, vitrine du cinéma africain

Créé en 1969, le FESPACO est le plus grand festival cinématographique du continent africain. Il offre une plateforme unique de visibilité aux réalisateurs africains et favorise le développement d'un cinéma africain authentique, reflétant les réalités et les aspirations des populations. Les prix spéciaux de l'UEMOA, institués pour récompenser les films réalisés par des ressortissants des huit États membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo), témoignent de la volonté de l'organisation régionale d'encourager la production cinématographique locale et de stimuler l'émergence de talents africains. Avec la reconnaissance de films comme « Katanga, la danse des scorpions » et « Fatow / les fous », le FESPACO 2025 confirme la vitalité et la richesse du cinéma ouest-africain, tout en rappelant l'importance de politiques culturelles fortes pour soutenir la production et la diffusion des œuvres africaines à l'échelle mondiale.



Commerce intra-africain

Des experts appellent à une interopérabilité totale

Lors du Forum Inclusif de la Fintech à Kigali, au Rwanda, des experts ont souligné l'importance de l'interopérabilité entre les comptes bancaires et les portefeuilles mobiles en Afrique pour réduire les coûts des transactions transfrontalières.

Nshuti Mbabazi, directrice générale de la Better Than Cash Alliance, a mis en évidence les frais élevés que les Africains doivent payer pour envoyer de l'argent au sein du continent, comparés aux paiements effectués avec des cartes Visa ou MasterCard. Elle a plaidé pour un système où les commerçants pourraient accepter des paiements provenant de n'importe quel compte bancaire ou portefeuille mobile africain. Bobson Rugambwa, PDG de MVend, a souligné que de nombreuses transactions transfrontalières en Afrique sont traitées via des systèmes situés en dehors du continent, entraînant des inefficacités et des pertes économiques. Il a également mentionné que les lois sur la localisation des données constituent un obstacle majeur à l'interopérabilité, car les institutions financières doivent souvent obtenir des licences dans chaque pays africain où elles opèrent et stocker les données des clients localement. Pour surmonter ces défis, le Dr Talkmore Chidede, expert principal en commerce



numérique au secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), a évoqué le Protocole sur le commerce numérique de la ZLECAf. Ce protocole vise à harmoniser les réglementations et à faciliter les transactions numériques transfrontalières en Afrique, en supprimant notamment l'obligation pour les entreprises de localiser les données dans chaque pays où elles opèrent. Des initiatives régionales existent déjà pour promouvoir l'interopérabilité. Par exemple, le GIM-UEMOA a lancé GIMPay, une plateforme unifiée et interopérable conçue pour simplifier les transactions financières en connectant banques, portefeuilles électroniques et fintechs au sein d'un écosystème unique. L'interopérabilité est égale-

ment encouragée par des modèles tels que les systèmes de commutation centraux, qui relient tous les fournisseurs via une plateforme unique. Le Ghana, par exemple, utilise le système GhIPSS pour faciliter les transactions entre différents services financiers. En conclusion, l'interopérabilité entre comptes bancaires et portefeuilles mobiles est essentielle pour réduire les coûts des transactions et favoriser l'inclusion financière en Afrique. Cependant, des défis réglementaires et techniques subsistent, nécessitant une collaboration accrue entre les gouvernements, les institutions financières et les opérateurs de télécommunications pour créer un écosystème financier intégré et efficace sur le continent.

Avec afriqueitnews.com

Côte d'Ivoire

Le groupe Avos rachète la filiale gabonaise du français Somdia

La cession de la Société meunière et avicole du Gabon (SMAG) à l'homme d'affaires Jean-Marie Ackah marque le retrait de Somdia, la filiale agro-industrielle du groupe français Castel, de ses activités de meunerie en Afrique. L'entreprise française avait déjà cédé ses filiales au Togo, au Cameroun et au Congo.

La Société meunière et avicole du Gabon (SMAG), filiale de Somdia du français Castel, a été cédée au groupe ivoirien Avos, détenu par l'homme d'affaires Jean-Marie Ackah, un acteur de l'aviculture et de la minoterie dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. L'annonce a été faite le mardi 25 février. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. Cette acquisition qui marque le retrait de Somdia de ses moulins en Afrique, s'inscrit dans sa stratégie de se recentrer sur ses domaines d'expertise. « Cette nouvelle opération s'inscrit dans notre volonté stratégique d'adapter notre périmètre d'activités pour nous concentrer sur nos domaines d'expertise que sont l'agriculture et la première transformation », a déclaré son PDG, Olivier Parent, dans un communiqué.



Pour l'ivoirien Avos, cette acquisition s'inscrit dans sa dynamique de croissance. Le groupe entend devenir un acteur de référence dans le secteur agroalimentaire en Afrique subsaharienne. Avec une capacité de production annuelle de 75 000 tonnes de farine, 32 000 tonnes d'aliments pour bétail, la SMAG permettra à Avos d'accroître de manière significative sa production, en particulier dans le segment de la farine. Ce qui lui permettra de ré-

pondre à la demande croissante du marché local, tout en consolidant sa position sur le plan régional. Avos est déjà implanté au Burkina Faso, au Mali et au Ghana, et a acquis le moulin de Somdia au Togo. La filiale du français Castel avait déjà cédé ses autres filiales au Cameroun et au Congo à Célestin Tawamba, président du Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam), le principal mouvement patronal camerounais.

Avec [Agence Ecofin](http://AgenceEcofin)

vendredi 28 février 2025

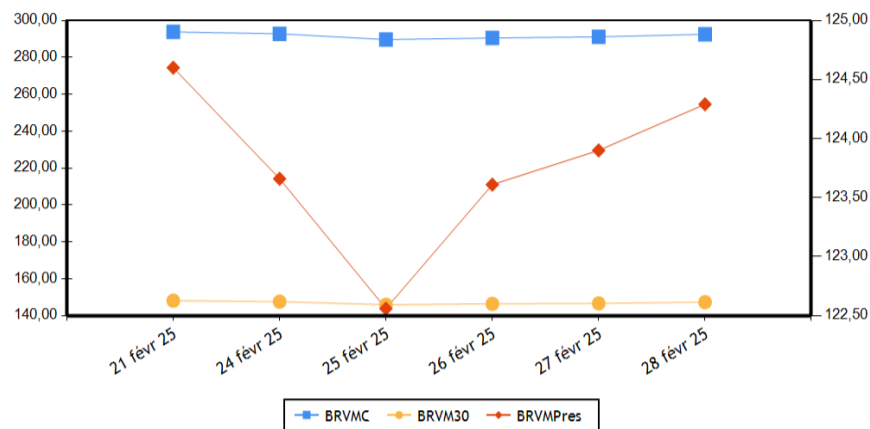
N° 42

BRVM COMPOSITE	292,49
Variation Jour	0,47 %
Variation annuelle	5,97 %

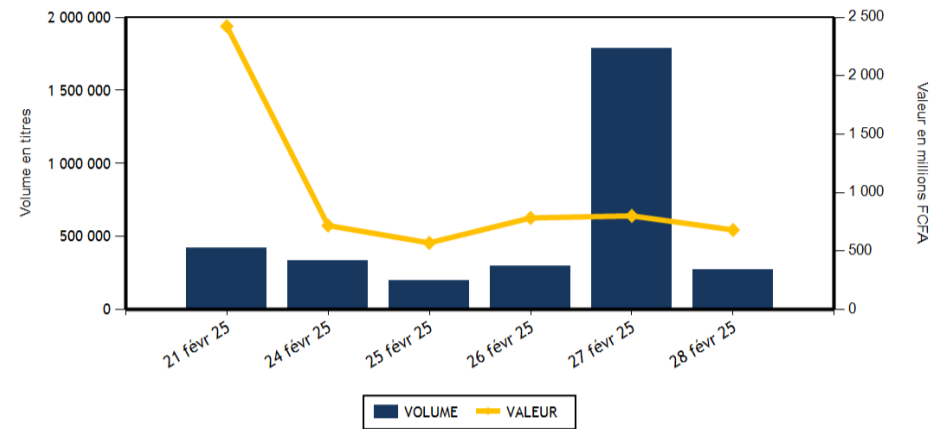
BRVM 30	147,33
Variation Jour	0,45 %
Variation annuelle	6,19 %

BRVM PRESTIGE	124,29
Variation Jour	0,31 %
Variation annuelle	8,23 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 970 355 980 742	0,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	265 121	-85,13 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	633 013 196	-17,38 %
Nombre de titres transigés	43	-2,27 %
Nombre de titres en hausse	24	20,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-44,44 %
Nombre de titres inchangés	9	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 790	6,76 %	51,60 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	6,67 %	0,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 880	4,44 %	-1,05 %
UNIWAX CI (UNXC)	400	3,90 %	-2,44 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 400	3,23 %	29,73 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	124,29	0,31 %	8,23 %	28 345	166 039 315	11,04
BRVM-PRINCIPAL	37	146,48	0,90 %	6,06 %	236 776	466 973 881	12,04

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	131,90	0,51 %	12,39 %	9 289	32 883 600	19,75
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	794,57	0,24 %	4,00 %	7 612	65 695 345	11,61
BRVM - FINANCES	15	107,43	0,42 %	5,58 %	203 845	398 384 841	7,43
BRVM - TRANSPORT	2	320,22	-0,37 %	-2,54 %	4 397	5 744 420	4,03
BRVM - AGRICULTURE	5	216,21	-0,27 %	9,71 %	8 070	20 668 760	14,97
BRVM - DISTRIBUTION	7	400,03	3,51 %	19,31 %	23 116	69 838 145	24,09
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	696,88	2,14 %	7,30 %	8 792	39 798 085	23,66

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,88	0,26 %	3,88 %	3 380	43 095 565	11,62
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	102,33	1,89 %	2,33 %	11 797	41 133 160	23,85
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	105,58	0,42 %	5,58 %	203 845	398 384 841	7,43
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	113,76	0,11 %	13,76 %	9 694	36 376 335	19,88
BRVM - INDUSTRIELS	7	106,40	0,60 %	6,40 %	8 343	12 189 915	7,16
BRVM - ENERGIE	4	120,83	3,92 %	20,83 %	23 830	79 233 600	21,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	107,63	-0,43 %	7,63 %	4 232	22 599 780	11,46

Automobile

Chute libre des ventes de Tesla en France

En pleine modernisation de sa gamme mais potentiellement freiné aussi par le comportement de son patron Elon Musk, le constructeur américain de voitures électriques a vu ses ventes baisser de 26 % sur un an.

Les ventes de Tesla ont poursuivi leur baisse en France au mois de février dans un marché automobile stable dans le pays, selon les chiffres publiés samedi par la Plateforme automobile (PFA). En pleine modernisation de sa gamme mais potentiellement freiné aussi par le comportement de son patron Elon Musk, le constructeur américain de voitures électriques a vu ses ventes baisser de 26 % sur un an, avec 2.395 véhicules immatriculés en février.



divisées par deux en janvier. L'entreprise avait annoncé fin janvier une baisse de 1 % de ses livraisons en 2024 dans le monde, le premier recul de son histoire, alors qu'elle anticipait « une légère augmentation ».

Recul historique

Les ventes de voitures électriques sont pourtant restées stables, avec 18 % du marché en février. La Renault 5 et la Citroën C3, lancées fin 2024, ont notamment récupéré des parts de marché du constructeur américain. « Il y a eu une redistribution importante en un an, plutôt au bénéfice des constructeurs européens », a souligné Marc Mortureux de la PFA, qui représente les constructeurs et les grands équipementiers. Au niveau européen, les ventes de Tesla avaient déjà été presque

Changement de gamme et droits de douane

Les ventes du groupe patinent à cause d'un changement de gamme, avec notamment l'arrivée de modèles à bas coût, dont la production devrait commencer au premier semestre, a assuré fin janvier Tesla. Les droits de douane européens commencent aussi à faire leur effet sur les importations de voitures électriques chinoises. La marque MG,

propriété du géant chinois SAIC, a laissé de côté son offensive électrique pour se repositionner sur les modèles hybrides, moins taxés.

Succès des modèles hybrides

Les immatriculations de voitures électriques ont par ailleurs été soutenues par des achats massifs de la part des flottes d'entreprises. Les ventes aux particuliers ont quant à elles baissé de 29 %, souffrant de la comparaison avec le mois de février 2024 qui avait vu le leasing social doper les immatriculations d'électriques. Le marché automobile français est globalement resté atone au mois de février, avec 141.568 immatriculations (-0,72 % sur un an), toujours loin des chiffres d'avant l'épidémie de Covid. Les modèles hybrides ont pris le contrôle du marché et représentent 44,3 % des immatriculations sur les deux premiers mois de l'année, face à 25,4 % de modèles essence et une poignée de diesel (4,6 %) et 17,7 % pour les modèles électriques.

© Agence France-Presse

Guerre commerciale

Les importations de bois dans le viseur de Trump

Le chef d'État américain a ordonné une enquête sur les importations de bois aux États-Unis. Dans le collimateur du milliardaire, figurent le Canada et le Mexique.

La bataille commerciale pourrait encore monter d'un cran. Le président américain Donald Trump a ordonné samedi une enquête en vue de potentiels droits de douane sur les importations de bois, tout en préconisant une augmentation de l'offre aux États-Unis. Donald Trump a signé un décret ordonnant au secrétaire au Commerce Howard Lutnick d'ouvrir une enquête afin de "déterminer les effets sur la sécurité nationale des importations de bois de construction, de bois d'oeuvre et de leurs produits dérivés". L'enquête pourrait déboucher sur l'imposition de nouveaux droits de douane, risquant d'affecter notamment le Canada, l'Allemagne et le Brésil.



au monde, avec pour premier marché les États-Unis. Le rapport d'enquête, qui examinera les importations de bois brut ainsi que les produits dérivés comme les meubles, doit être soumis au président américain dans un délai de 270 jours, selon le texte du décret. Samedi, Donald Trump a en parallèle signé un deuxième décret visant à augmenter la production de bois aux États-Unis, dans le but de réduire les coûts de construction et de logement, mais qui pourrait avoir l'effet inverse. "Les droits de douane sur le bois et les autres matériaux de construction augmentent le coût de la construction et découragent les nouveaux projets", a réagi Carl Harris, président de l'Association

nationale des constructeurs américains (NAHB).

Droits de douane à venir sur l'acier et l'aluminium

Donald Trump avait annoncé une hausse à partir du 4 février de 25% des droits de douane sur les produits provenant du Canada et du Mexique, et des droits de douane de 10% supplémentaires sur tous les produits chinois. Les Mexicains et Canadiens avaient obtenu un sursis qui arrive à échéance le 4 mars. En février, Donald Trump a aussi signé des décrets pour imposer 25% de droits de douane sur l'acier et l'aluminium entrant aux États-Unis à compter du 12 mars. Le président américain a affirmé jeudi qu'il comptait toujours imposer des droits de douane "réciproques" aux partenaires commerciaux des États-Unis à partir du 2 avril. Et il a menacé mercredi d'infliger 25% de droits de douane aux produits en provenance de l'Union européenne (UE), sans donner de date.

(Avec AFP)

Le Canada dans le collimateur

La Maison Blanche a déjà accusé ces pays de "pratiquer le dumping sur nos marchés, au détriment de notre prospérité économique et de notre sécurité nationale". Le Canada est l'un des plus grands exportateurs de bois d'oeuvre

Ukraine

L'Allemagne appelle à assouplir les règles budgétaires pour soutenir Zelensky

La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a appelé samedi les Européens à s'engager auprès de l'Ukraine après l'accrochage entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky qui ouvre une « nouvelle ère d'infamie ».

La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a appelé samedi les Européens à s'engager plus fermement que jamais auprès de l'Ukraine estimant que le virulent accrochage entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky témoignait d'une « nouvelle ère d'infamie ». « Hier soir, nous l'avons bien compris, une nouvelle ère d'infamie a commencé. Une ère d'infamie dans laquelle nous devons plus que jamais défendre l'ordre international fondé sur des règles et la force du droit contre la loi du plus fort », a déclaré la ministre allemande lors d'une allocution télévisée. L'échange de vendredi à la Maison Blanche durant lequel le président américain Donald Trump a malmené son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky ressemblait à un « mauvais rêve », a encore dit Mme Baerbock.

financier à l'Ukraine

« Beaucoup d'entre vous ont sûrement mal dormi après avoir vu les vidéos choquantes de la Maison Blanche, » a-t-elle dit, ajoutant : « Honnêtement, moi aussi. » La ministre a appelé à « renforcer sans attendre » le soutien financier à l'Ukraine, nécessitant d'agir au niveau national et au niveau européen, pour que ce pays « puisse continuer à résister à l'agression russe, même sans la suppression annoncée ou possible du soutien américain » « J'appelle tous les partis démocratiques représentés au Bundestag à débloquent les 3 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine », a-t-elle dit en référence à une enveloppe de financement qui a fait l'objet de vives divisions politiques en Allemagne durant la campagne électorale.



bilité et de croissance

Par ailleurs, lors de la réunion prévue jeudi à Bruxelles des chefs d'État et de gouvernement européens, « il faudra prendre des décisions pour un paquet financier européen global en faveur de l'Ukraine », a dit la ministre du gouvernement d'Olaf Scholz, battu par les conservateurs lors des législatives de d'endettement du pays. Alors que l'Allemagne attend la formation d'un gouvernement issu des législatives, une procédure qui devrait prendre plusieurs semaines, « nous n'avons plus de temps à perdre. Nous devons agir rapidement, au niveau européen et national », a dit la ministre écologiste, dont le parti devrait retourner dans l'opposition.

(Avec AFP)

Plus de flexibilité dans le Pacte de stabilité

Renforcer le soutien

Première

Une puce pour l'informatique quantique aussi chez Amazon

Son petit nom est Ocelot. Le composant doit contribuer à des percées scientifiques majeures. Reste encore à réduire les « perturbations » à l'origine d'erreurs de calculs.

Amazon Web Services (AWS), la branche de cloud d'Amazon, a présenté jeudi Ocelot, son prototype de puce conçue pour l'informatique quantique, entrant ainsi dans la course à cette technologie censée permettre un jour des percées scientifiques majeures. Ce semi-conducteur de première génération doit réduire les coûts de « correction d'erreurs » jusqu'à 90%, selon la firme américaine, un enjeu essentiel du développement de cette technologie.

L'ère des «qubits»

L'informatique classique repose sur des données stockées sous la forme de bits, qui n'ont que deux états possibles (0 ou 1), tandis que l'informatique quantique utilise des «qubits», briques de base qui ont une infinité d'états possibles pouvant se superposer et s'enchevêtrer. Les ordinateurs quantiques peuvent ainsi analyser simultanément un nombre énorme de résultats potentiels, et réaliser des calculs en quelques minutes

au lieu de millions d'années.

Sensibles aux perturbations

Mais les qubits sont très sensibles aux moindres changements dans leur environnement (vibrations, chaleur, interférences électromagnétiques, etc), appelés «bruit». Ces perturbations causent des erreurs de calcul. Les géants informatiques de la côte ouest américaine investissent des sommes colossales dans cette technologie, en particulier pour tenter de réduire les erreurs. «Nous pensons que si nous voulons créer des ordinateurs quantiques utilisables, la correction des erreurs quantiques doit venir en premier. C'est ce que nous avons fait avec Ocelot», a déclaré Oskar Painter, responsable des équipements quantiques chez AWS, cité dans un communiqué. Développée par le Centre AWS d'informatique quantique au California Institute of Technology, la puce Ocelot pourrait diviser par 5 à 10 la quantité de ressources nécessaires à la correc-

tion des erreurs quantiques par rapport aux approches conventionnelles, selon la filiale.

Encore un prototype de laboratoire

Bien qu'il s'agisse encore d'un prototype de laboratoire, AWS estime qu'Ocelot représente une étape importante vers des ordinateurs quantiques tolérants aux pannes et capables de résoudre des problèmes hors de portée des ordinateurs classiques. Des chercheurs du monde entier pensent que la nouvelle technologie va par exemple faciliter le développement de médicaments révolutionnaires ou de batteries bien plus efficaces, essentielles dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les États-Unis et la Chine ont investi massivement dans la recherche quantique, considérée comme un domaine émergent essentiel. Washington a imposé également des restrictions sur les exportations liées à cette technologie.

(AFP)

Protection de la flore et de la faune

À Rome, un accord conclu in extremis sur le financement de la biodiversité

À l'issue d'une conférence internationale dans la capitale italienne, des gouvernements du monde entier se sont enfin mis d'accord, vendredi 28 février 2025, sur une nouvelle stratégie pour lever 200 milliards de dollars supplémentaires chaque année afin de mieux protéger la flore et la faune de la planète d'ici 2030.

Les discussions se sont prolongées dans tard dans la nuit de jeudi et jusqu'au petit matin, après trois jours de réunion dans le cadre d'une nouvelle conférence des États parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, qui a rassemblé du 25 au 27 février, à Rome, les gouvernements de 150 pays. L'objectif était de combler certaines lacunes clés concernant le financement de la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF). Cet accord historique signé en 2022 vise à stopper et inverser la perte de biodiversité d'ici 2030, alors que plus d'un million d'espèces végétales et animales sont aujourd'hui menacées d'extinction en raison notamment de l'augmentation des conflits, de la déforestation, de l'exploitation minière et du déversement



de déchets toxiques. Surnommée la COP16.2, cette conférence à Rome reprenait les travaux de la COP16 de novembre dernier à Cali, en Colombie, à la suite de laquelle les gouvernements n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord sur la question épineuse de savoir qui devrait payer l'addition pour protéger la flore et la faune. C'est désormais chose faite. « Nous nous réjouissons de cette annonce », a déclaré vendredi le Porteparole du Secrétaire général des Nations Unies, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York. « Nous devons mobiliser au moins 200 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour combler le déficit mondial de financement de la biodiversité ».

200 milliards de dollars par an

Dans le cadre de l'objectif visant à mobiliser 200 milliards de dollars par an d'ici 2030, les pays riches se sont engagés à une voie à suivre pour fournir 20 milliards de dollars par an aux pays en développement jusqu'en 2025, puis 30 milliards jusqu'en 2030. « Ces journées de travail à Rome ont démontré l'engagement des parties à faire progresser la mise en œuvre du cadre mondial pour la biodiversité », a salué Susana Muhamad, présidente de la COP16, soulignant « l'effort collectif pour parvenir à un consensus sur les questions clés qui étaient restées en suspens à Cali ». Les gouvernements ont accepté de

travailler à la réforme des outils financiers existants, en particulier pour fournir des ressources aux pays en développement, sous la direction temporaire des agences et partenaires des Nations Unies. « Nous disposons désormais d'un mandat clair », a déclaré Astrid Schomaker, Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique de 1992. « En mettant en œuvre les autres éléments de soutien à la mobilisation des ressources, le monde se sera donné les moyens de combler le déficit de financement de la biodiversité », a-t-elle ajouté.

Tenir les promesses faites au Canada et en Chine

Les négociateurs ont également convenu d'un ensemble d'indicateurs pour mesurer les progrès mondiaux et nationaux dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité, élaboré lors de réunions à Kunming, en Chine, et à Montréal, au

Canada, en 2022. Le Cadre mondial pour la biodiversité vise à lutter contre la perte de biodiversité, à restaurer les écosystèmes et à protéger les droits des peuples autochtones, qui souffrent de manière disproportionnée de la perte de biodiversité et de la dégradation de l'environnement. Le cadre mondial contient également des mesures concrètes pour stopper et inverser la perte de nature, notamment des mesures de protection couvrant 30 % de la planète et 30 % des écosystèmes dégradés d'ici 2030. Actuellement, seuls 17 % des terres et environ 8 % des zones marines sont protégées. « Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions faire de la paix avec la nature une réalité », a déclaré Mme Muhamad.

Appel aux investisseurs pionniers

En marge de la COP16.2, le Fonds Cali, créé en Colombie fin 2024, a officiellement été lancé, inaugurant une nouvelle ère pour le financement

de la biodiversité. « Le lancement d'aujourd'hui est l'aboutissement d'un multilatéralisme qui tient ses promesses », a déclaré Elizabeth Mrema, Directrice exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). « La balle est désormais dans le camp des entreprises du monde entier. Ceux qui contribuent au fonds entreront dans l'histoire comme des pionniers et en récolteront les fruits à mesure ». Les entreprises qui font un usage commercial des données issues des ressources génétiques de la nature devraient verser une partie de leurs revenus au fonds, qui servira à mettre en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Au moins 50 % des ressources du Fonds Cali seront allouées aux peuples autochtones et aux communautés locales, reconnus comme gardiens de la biodiversité.

HOROSCOPE finance

Bélier Vous devrez faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Évitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

Taureau Avec cet aspect de Neptune, vous serez soutenu par un fort courant de chance touchant le plan financier. Évidemment, il ne s'agira pas de vous livrer à n'importe quel achat, ni de prendre trop de risques concernant vos placements. Mais si vous restez relativement raisonnable, vous pourriez réussir des opérations très fructueuses.

Gémeaux La bonne planète Saturne vous conseillera de ne pas prêter de l'argent. Si vous ne pouvez l'éviter, prenez au moins toutes les garanties nécessaires pour pouvoir récupérer votre dû dans les délais convenus. Il ne s'agira pas de vous méfier de la bonne foi de votre obligé, mais simplement de prévenir les défailances qu'il pourrait éventuellement connaître malgré lui.

Cancer Aujourd'hui, vous serez totalement soutenu par Mercure, la planète de la chance pure et des gains inattendus. Comme cette planète sera en plus en harmonie avec d'autres planètes positives, cela autorise tous les espoirs. Vous pourrez tenter votre chance au Loto ou écumer les casinos !

Lion Redoublez de vigilance en matière financière. Vous serez en effet tenté d'accorder trop facilement votre confiance. Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures financières hasardeuses par des personnes peu fiables. Ouvrez l'oeil ! Évitez, également, de dépenser à tort et à travers. Vous devrez absolument vous résoudre à être plus rigoureux dans la gestion de vos finances, et apprendre à ne plus céder à toutes vos envies d'achat tout en "oubliant" de régler vos charges.

Vierge Saturne en cet aspect vous donnera un sens de l'opportunité quasiment infaillible. Vous saurez donc saisir certaines affaires alléchantes et tirer la couverture à vous sans problème. Chance aux jeux accrue ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Balance Cet aspect de Neptune pourra vous jouer des tours aujourd'hui. Ce ne sera pas le moment de prendre des risques sur le plan financier. Fuyez les achats ruineux, et remettez à plus tard les décisions de placements ou d'investissements. Ainsi vous éviterez des ennuis.

Scorpion De nombreuses difficultés surgiront dans votre vie matérielle. Ne compliquez pas les choses en déliant trop facilement les cordons de votre bourse. N'oubliez pas cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Capricorne Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée, vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

Sagittaire Essayez de vous occuper sérieusement de la gestion de vos finances et de prendre des mesures énergiques. En d'autres termes, tâchez de vous limiter strictement aux dépenses indispensables, étant donné que souvent "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque). Sans quoi il y aura de la catastrophe dans l'air.

Verseau Climat astral assez ambigu concernant vos finances, mais dont vous devriez, avec quelques précautions, pouvoir tirer un grand profit. Il vous promet une amélioration de vos revenus ou un accroissement de vos investissements. Mais attention à Neptune mal aspecté : sous son influence, il sera possible que vous manquiez de lucidité, ou que des contretemps viennent gêner vos projets financiers. Montrez-vous un peu plus vigilant.

Poisson Jupiter, planète de chance, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, vous sera accordée.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Le Département des Services Administratifs
et Financiers (DSAF)

AVIS N°01/2025/AMI/DACM/UEMOA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET
DE CONSULTANTS EN VUE DE L'ALIGNEMENT DE LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES AU PLAN STRATEGIQUE « IMPACT 2030 » DE
LA COMMISSION DE L'UEMOA

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine envisage la réalisation d'une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA.

Trente (30) ans après sa création, l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est unanimement reconnue comme un modèle d'intégration en Afrique. Des fondements clés de l'intégration sont en place (monnaie commune, pacte de convergence, tarif extérieur commun, libre circulation et droit d'établissement). Cependant, face à de nouveaux défis (emplois des jeunes, crises sécuritaires, sanitaires et sociales), la Commission, Organe exécutif de l'UEMOA, doit constamment se remettre en question et se projeter sur l'avenir.

Dans ce contexte, la Commission de l'UEMOA a pris l'initiative de la formulation d'une Vision et d'un nouveau Plan Stratégique.

En croisant deux (02) déterminants majeurs de l'avenir de l'Union, l'engagement communautaire des États membres d'une part, et le niveau de transformation structurelle des économies de l'Union d'autre part, quatre (4) scénarii ont été envisagés pour l'Union à l'horizon 2040. Il s'agit de :

- le délasement des lianes ;
- le fil du rasoir ;
- le vol des grues couronnées ;
- l'aigle majestueux.

La Commission de l'UEMOA, engagée pour l'horizon 2040 en faveur du scénario 3 : « le Vol des grues couronnées », pour lequel elle dispose des leviers d'action les plus directs et qui constituera une étape vers le scénario 4.

La vision qui lui est associée est déclinée comme suit : « L'UEMOA sera en 2040, un espace durablement paisible et prospère, dotée d'institutions fortes, catalyseur de l'intégration en Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Dans cette vision, la Commission de l'UEMOA a adopté un Plan Stratégique 2030 conçu en cinq (05) axes qui se déclinent en onze (11) Programmes.

- Un (01) axe central avec trois (03) Programmes sectoriels, pour développer les écosystèmes de production qui seront le socle et les moteurs de croissance d'une UEMOA compétitive en 2040 ;
- Trois (03) axes supports pour appuyer le développement de ces écosystèmes : un axe « Infrastructures » (3 Programmes), un axe « Développement humain et citoyenneté » (1 Programme) et un axe « Fondements de l'intégration » (3 Programmes) et ;
- Un axe « Gouvernance institutionnelle ».

Au titre de ce dernier axe, la Commission devra se réformer dans le cadre d'un Plan de transformation de vingt-quatre (24) mois qui l'aidera à mettre à niveau son système d'information, à dynamiser sa gestion des ressources humaines (RH), à fluidifier son fonctionnement et à se repositionner comme le chef d'orchestre de politiques régionales à fort impact, impliquant étroitement le secteur privé régional.

De façon plus spécifique, la fonction « ressources humaines » devra mettre en œuvre les actions relatives à l'évolution de la politique de recrutement, de la politique de gestion des carrières, de la gestion de la performance (implémentation des contrats de performance des structures et réforme du cadre d'évaluation et système de rémunération). Elle doit en outre gérer le changement (ateliers, séminaires, cadre de travail, etc.), mettre à niveau le référentiel Ressources Humaines (fiche de poste, fichier de personnel...), mettre en place un plan de formation adapté aux collaborateurs et en lien avec les nouvelles orientations du Plan Stratégique et prendre des initiatives de renforcement de la cohésion interne (séminaires, team-building, etc.).

Pour mener à bien ces actions, la Commission envisage de sélectionner un cabinet de consultants spécialisés en Gestion des Ressources Humaines pour l'appuyer dans d'alignement de la gestion des Ressources Humaines au Plan Stratégique.

OBJECTIFS DE LA MISSION

✓ Objectif général

L'objectif général de la mission est d'aligner la gestion des ressources humaines avec le Plan Stratégique "Impact 2030" de la Commission de l'UEMOA, en assurant une adéquation optimale entre les compétences et les besoins futurs de l'organisation, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique.

✓ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Mettre à jour les référentiels métiers, emplois et postes, ainsi que leurs différentes fiches et le référentiel des compétences, en lien avec le plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Proposer un plan d'action détaillé des politiques et procédures en matière de gestion des ressources humaines afin de contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Accompagner la Commission dans la mise en œuvre du plan de gestion du changement.
1. En vue de la constitution d'une liste restreinte et pour une demande de proposition ultérieure, le Président de la Commission de l'UEMOA invite les cabinets d'études à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.
 2. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
 3. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à la Commission de l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA des marchés des Organes de l'UEMOA.
 4. Les expressions d'intérêt en langue française portant la mention « Manifestations d'intérêt relative au recrutement d'un cabinet de consultant pour une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA » doivent parvenir au plus tard le **mardi 04 mars 2025 à 9 heures 30 mn**, sous pli fermé en un original et deux (02) copies à l'adresse suivante :

Commission de l'UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 - Fax : (226) 50 31 88 72

L'ouverture des plis aura lieu le même jour au siège de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessus.

1. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3- Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

2. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux :

M. Brice SIB, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 71, Email : bsib@uemoa.int
M. Ouboté TCHAPO, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 92, Email : otchapo@uemoa.int

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Lassana FOFANA



Ogou/4ème édition de la journée de fraternité

Les cadres catholiques du Togo ont échangé sur les vertus théologiques
Le Mouvement des Cadres Catholiques du Togo (MCCATHO) a organisé le samedi 1er mars à Atakpamé la 4ème édition de la journée de fraternité des cadres à travers une conférence débat sur le thème « cadre catholique, pèlerin d'espérance pour une cité de justice et de paix ».

L'objectif de cette rencontre de fortifier et renforcer davantage les cadres catholiques sur leurs missions et rôles en tant qu'artisans de paix et de justice dans la société pour le développement intégral de toutes les couches de la société sans discrimination et distinction. La conférence a été coanimée par le Rvd Père Pierre Chanel Affognon, aumônier national et l'Abbé Marcel Abotchi. Les deux orateurs ont expliqué davantage les notions de la cité, la doctrine sociale de l'église catholique, la justice, la paix, l'espérance et les vertus théologiques notamment la foi, l'espérance et la charité. Ils ont aussi abordé les questions des droits humains, l'éducation des enfants, relève de demain. Les deux présentateurs ont demandé aux cadres catholiques re-



connus comme « lieutenant » de Jésus christ sur la terre de revoir leurs comportements afin de contribuer à bâtir une cité de justice et de paix pour le bien-être des populations. « Si tu veux la paix, combat l'égoïsme dans ton cœur, change de regard, respectes les droits et la justice... », ont-ils dit à l'endroit des participants. Des questions et débats sur la place du chrétien dans la politique, la gouvernance inclusive, le devoir du citoyen et le rôle des médias dans la cité ont permis à l'assistance de s'imprégner

de leurs missions. La rencontre a pris fin par la célébration de l'eucharistie. Le président national des cadres catholiques, Ambroise Abalo a indiqué que le mouvement de cadres catholiques est une initiative des évêques du Togo. « Cette 2ème sortie à l'intérieur du pays est une invitation de notre seigneur à nous tous cadres, à prendre conscience de notre rôle de sel et de lumière au sein de l'église, nos familles et dans la société », a-t-il fait savoir.

Avec ATOP/KKT/BV

Real Madrid**Ça ne s'arrange pas pour Vinicius Jr...**

Auteur d'une prestation encore assez moyenne face au Betis samedi, le Brésilien est toujours critiqué dans les médias espagnols.

La donne est en train de changer pour Vinicius Jr. Chouchou de la presse et des supporters ces dernières saisons, le Brésilien est en train de voir le vent tourner, et clairement pas en sa faveur. Entre rumeurs le liant à l'Arabie saoudite, comportement pas toujours exemplaire et performances souvent moyennes avant tout, l'ancien de Flamengo voit sa cote chuter drastiquement. Face au Betis samedi, le Brésilien a encore eu du mal. Il n'a pas réussi à faire des différences et a traversé la rencontre sans peine ni

gloire. Bien sûr, il n'est pas le seul Merengue à ne pas avoir été au niveau, mais contrairement à un Kylian Mbappé par exemple, cela fait un moment que ça dure pour le numéro 7 madrilène. En plus de Carlo Ancelotti, c'est clairement Vinicius Jr qui est pointé du doigt ce dimanche à Madrid.

La presse est de plus en plus critique

« On ne gagne pas la Liga en mode pilote automatique », indique ainsi Marca dans un article très sanglant envers

l'équipe, mais avec Vinicius Jr en photo de couverture, ce qui laisse clairement entendre qui est la cible du message. Dans ses notes du match, le média lui attribue un 5,5/10, ce qui peut sembler honnête, mais qui est clairement une des pires notes de la rencontre vu que le média a tendance à noter assez généreusement (Mbappé a écopé d'un 6 par exemple). « Hors du match. Ce n'était pas le Vinicius qui percute et déséquilibre encore et encore », indique pour sa part l'autre gros quotidien madrilène, AS.

Avec footmercato.net

Tchamba/semaine de l'enseignement technique**Le public découvre les avantages de la formation professionnelle**

La 4e édition de la semaine de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) a mobilisé le personnel et les apprenants du Centre de formation technique et professionnelle de Tchamba, du 19 au 28 février dans la localité. Elle a permis au public de découvrir les opportunités qu'offre ce secteur.

Cette initiative, promue par le ministre en charge de l'Enseignement technique a pour but de renforcer la communication sur les avantages de la formation technique et professionnelle en termes d'employabilité et d'insertion professionnelle des jeunes. Il est question d'amener la population à se rapprocher du CFTP de Tchamba pour y découvrir les opportunités qui s'offrent à elle et surtout à la jeunesse pétrie de talents. Cette édition est axée sur : « La formation en alternance, un model gagnant pour les entreprises et l'employabilité des jeunes ». Le thème met en exergue les l'opportunités que les apprenants ont d'enchaîner la théorie à l'école et la pratique auprès des entreprises partenaires du centre, d'où le terme « formation en alternance ». La semaine de l'ETFP a été marquée par des sensibilisations dans les établissements secondaires publics et privés d'enseignement général de la préfecture sur l'importance de la formation professionnelle, des opérations de salu-



brité dans quelques services déconcentrés de l'Etat, une émission radiophonique sur « L'historique du CFTP et les offres de formation » et une journée portes ouvertes. Les apprenants et le public ont, en outre, suivi des conférences débats sur « Entreprenariat et plan d'affaire » et « Dialogue interreligieux et cohésion sociale ». Une caravane à travers les artères de la commune Tchamba I, un défilé de mode, des activités sportives, sketches, danses folkloriques et divers jeux socio éducatifs ont été également au menu des activités. Les activités de la semaine ont été lancées par le secrétaire général de la préfecture de Tchamba, El Hadj Tchazodi Esso. Il s'est réjoui de cette initiative qui met en lumière l'utilité de la forma-

tion professionnelle dans le développement d'un pays. Il a exhorté les apprenants à prendre au sérieux les formations qu'ils reçoivent dans ce centre afin de s'épanouir sur le plan professionnel. Le secrétaire général a rendu hommage au chef de l'Etat qui ne ménage aucun effort pour offrir à la jeunesse une éducation de qualité. Pour le directeur du CFTP de Tchamba, Abdou Moutalimou la semaine de l'ETFP est une occasion pour encourager les jeunes à s'intéresser à la formation professionnelle afin d'être compétitifs dans la vie active. Il a indiqué que le centre forme les apprenants en 4 filières à savoir l'agro pastorale, la maçonnerie, la coupe-couture et la cuisine pâtisserie.

Avec ATOP/JK/MEK

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres**DEVELOPPEMENT ET INEGALITES**

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).

** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAfD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

Youki
TONIC



200*
FCFA

BOUTEILLE

30cl



**À CE PRIX,
POURQUOI
SE PRIVER ?**



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC